

GenderCC a dénoncé que « dans leurs engagements, les pays développés continuent de se soustraire à leur responsabilité historique, à s'accrocher à des solutions fausses et risquées et à esquiver les mesures destinées à prévenir la crise climatique actuelle »^[1]. À titre d'exemple, « l'énergie propre » continue d'inclure l'hydro-électricité à grande échelle, alors que celle-ci a toujours provoqué l'expulsion forcée des communautés du Mékong et d'autres régions, dégradé les fleuves et la diversité biologique, en dépit des 'précautions' adoptées par les bailleurs de fonds et, surtout, par les banques multilatérales de développement ». L'organisation a souligné aussi la menace que représentent les projets REDD+, « de fausses solutions qui risquent de provoquer une ruée pernicieuse pour les ressources et susciter des situations de danger, de déplacement et d'affaiblissement ».

De même, un groupe de membres d'organisations sociales et d'organisations de femmes de la région Asie-Pacifique ont réclamé « des engagements pour la justice climatique qui soient réels, vigoureux, urgents et sensibles aux spécificités des sexes »^[2]. Teresita Vistro, responsable de la coordination pour le changement climatique du Forum sur les femmes d'Asie-Pacifique (APWLD d'après l'anglais), a souligné que « les pauvres, et en particulier les femmes des zones rurales et urbaines vulnérables aux catastrophes, se heurtent à l'aggravation des difficultés de leur vie quotidienne à cause du changement climatique. Il s'agit des premières victimes de ces catastrophes climatiques ». Après presque deux décades de pourparlers, les pays industrialisés, principaux responsables de la crise climatique actuelle, montrent que « leurs intérêts commerciaux nationaux passent avant la vie et le bien-être des habitants de toute la planète et, en particulier, de ceux des femmes et des enfants pauvres », a déclaré Frances Quimpo, membre d'Action populaire sur le changement climatique (PACC) et du Conseil international sur l'éducation des adultes (ICAE). Elle a ajouté que « le réchauffement planétaire touche déjà tout le monde sur tous les continents, mais ce sont les nombreux pauvres du monde qui le paient le plus cher, car ils le paient de leur vie ».

À Bangkok, en plus de femmes le mouvement paysan La Vía Campesina a appelé « tous les gouvernements à défendre la justice climatique et à donner leur soutien aux solutions et aux revendications énumérées dans l'Accord des Peuples de Cochabamba, qui défend les droits des gens et de la Terre-mère et qui est une solution concrète de la crise climatique ». Il réitère que « l'agriculture artisanale et familiale est une solution authentique et concrète du changement climatique. Beaucoup de recherches ont montré que l'agro-écologie permettra non seulement d'alimenter le monde mais aussi de refroidir la planète »^[3].

En outre, plusieurs ONG ont envoyé une lettre^[4] au ministre des Affaires étrangères du Mexique, Patricia Espinosa, et à la Secrétaire générale de la CCNUCC, Christiana Figueres, où elles attaquent le Fonds vert pour le climat (GCF) – censément créé pour répondre aux besoins urgents et aux droits des peuples et des communautés des pays du Sud – auquel participent des banques multilatérales de développement, ainsi que la Banque mondiale en tant qu'administrateur provisoire. Ces organisations fondent leur opposition sur « l'expérience des conséquences dévastatrices pour la société et l'environnement qu'ont eues les activités et les politiques de ces institutions, et sur le fait qu'elles continuent de financer la destruction du climat. Malgré les crises climatique et économique, la Banque mondiale continue de financer à un rythme alarmant des projets pétroliers, d'appuyer des solutions fausses de la crise climatique et d'utiliser des instruments de financement qui augmentent l'endettement des pays en développement. Par conséquent, la Banque mondiale est mal placée pour donner des

conseils sur la conception d'un fonds qui doit fournir un financement juste, efficace et de longue durée, basé sur les principes de l'intégrité environnementale, de l'équité, du développement durable et de la démocratie » et qui, en outre, doit être « capable de répondre aux besoins urgents et aux droits des peuples et des communautés de tous les pays du Sud ».

Article fondé sur des informations tirées de :

[1] "Still A Frozen Pie: GenderCC on the Bangkok Intersessional Meeting 2011", déclaration à la presse de GenderCC, 7 avril 2011, <http://www.gendercc.net/metanavigation/press.html>.

[2] "Decommission the Fukushima nuclear plants and nuclear plans all over the world", résolution de l'Asian Rural Women's Coalition (ARWC) adoptée le 30 mars 2011 à Chennai, en Inde, pendant la 'Conférence sur le centenaire de la résistance des femmes : droits, responsabilisation et libération', <http://www.asianruralwomen.net>.

[3] "La Via Campesina opposes the inclusion of agriculture in carbon markets", communiqué de presse de La Vía Campesina, 11 avril 2011, http://www.viacampesina.org/en/index.php?option=com_content&view=article&id=1064:la-via-campesina-opposes-the-inclusion-of-agriculture-in-carbon-markets-&catid=48:-climate-change-and-agrofuels&Itemid=75.

[4] "Global Civil Society Wary of World Bank Role in New Funds", 5 avril 2011, http://www.rrn.org.np/index.php?option=com_content&view=article&id=117%3Aglobal-civil-society-wary-of-world-bank-role-in-new-funds&catid=17%3Apress-release&Itemid=99?=en.